

## Fiche analytique – Mémoire de Master MUSE

A rendre au secrétariat lors de l'inscription à la soutenance du mémoire

\* champs obligatoires

<b>AUTEUR*</b>	NOM : BADOUX		PRENOM : Raphaël	
<b>TITRE MEMOIRE*</b>	. Évaluation de la disposition à payer de ménages bénéficiaires d'un programme d'efficacité énergétique : Étude d'une opération éco-sociale dans la commune genevoise de Petit-Lancy			
<b>NUMERO MEMOIRE</b>	(à remplir par le secrétariat)			
<b>DATE SOUTENANCE</b>		Salle:	Heure:	
<b>THEMATIQUE* (AFFILIATION)</b>	Énergie			
<b>VOLEE MUSE*</b>	2014			
<b>TITRE ACADEMIQUE* (par ex.: licencié en biologie)</b>	Bachelier en Économie			
<b>DIRECTION* / EVALUATION</b>	Directeur de mémoire* PATEL Martin	Co-directeur de mémoire* BERTHOLET Jean-Luc CABRERA Daniel	Nom(s) du ou des juré(s)* GRAND Olivier NAEF Patrick	
<b>STAGE (éventuel)</b>	Organisme d'accueil -		Maître de stage -	
<b>Projet de l'ISE (éventuel) auquel le mémoire est rattaché</b>	-			
<b>Bourse (éventuelle) reçue par l'étudiant</b>	-			
<b>COLLATION*</b>	Nb de pages* 135	Nb de figures*63	Nb de tableaux* 11	
<b>TERRAIN D'ETUDE OU D'APPLICATION</b>	Opération éco-sociale, programme éco21, SIG			
<b>MOTS-CLES* (entre 5 et 10)</b>	Efficience énergétique, Willingness to Pay (WTP), Willingness to Accept (WTA), éco-social, Genève			
<b>RESUME* (max 1500 car)</b>	<p>Cette étude cherche à quantifier la propension à payer de bénéficiaires d'un programme d'efficacité énergétique dans le secteur résidentiel suisse, afin de montrer qu'en dépit de sa gratuité, la valeur perçue par les ménages mène à une possibilité non réalisée de co-financement de leur part. Le programme étudié, appelé "opération éco-sociale", est mis en œuvre par les Services Industriels de Genève en collaboration avec les Communes concernées. Il comprend notamment la distribution et l'installation d'équipements d'usage domestique efficaces, ainsi que des informations sur le potentiel d'économies lié aux habitudes d'utilisation. Pour procéder, <i>ex post</i>, à une évaluation économique, nous avons utilisé la Méthode de Préférence Déclarée via deux approches: deux groupes de 46 ménages ont été questionnés sur la base de leur scénario respectif, à la suite duquel ils ont formulé des valeurs monétaires pour éviter ou tolérer la perte d'équipements reçus lors de l'opération. Les résultats indiquent que le matériel reçu est conséquemment valorisé par les deux groupes. S'il existe relativement peu de disparité selon l'approche choisie, il existe par contre des différences notables entre les équipements. Ce travail apportera, nous l'espérons, des indications utiles à l'élaboration de politiques publiques dans le secteur énergétique; émettant</p>			

	<p>l'idée d'un possible co-financement impliquant de nouveaux acteurs – les citoyens. Ceci permettrait d'envisager une mise en œuvre à plus large échelle de ce genre de programme, favorisant ainsi la transition énergétique à laquelle nos sociétés doivent faire face.</p>
<p><b>SUMMARY*</b> <b>(en anglais)</b></p>	<p><i>This study aims to quantify the beneficiaries' Willingness to Pay for an energy-efficiency program in the Swiss residential sector, in order to show that, despite the fact it might be free, the perceived value by households leads to a possibly unrealized co-financing from them. The studied program, called "opération éco-sociale", has been implemented by the Services Industriels de Genève in cooperation with the related municipalities. It notably includes the distribution and establishment of efficient equipment for domestic use, along with information about the potential of savings related to habits of use. To proceed, ex post, with an economic evaluation, we have used the Stated Preference Method via two approaches: two groups of 46 households have been questioned, based on their respective scenario, following which they have formulated monetary values to prevent or tolerate the loss of equipments received during the program. Results indicate that the received material is consequently valued by the two groups. While there is a relatively small disparity between the two approaches, there are, however, remarkable differences between the amenities. We hope that this paper will bring a useful insight into the elaboration of public policies in the energy sector; suggesting a possible co-financing involving new actors – citizens. This would allow the consideration of a larger-scale implementation of this type of program, therefore promoting the energetic transition that our societies must face.</i></p>
<p><b>REMARQUES</b></p>	<p>-</p>